

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 NOVEMBRE 2016

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 13

Pouvoir : 4

L'an deux mille seize et le neuf novembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, BUISINE Serge, DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, BOISBOURDIN Philippe, PALDACCI-UVERNET Antony, SILVA Alain.

Absents et excusés :

SCHLICHTER Danièle (pouvoir à M. le MAIRE)

RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à DIETRICH-WEISS Élisabeth),

GARCIA Éric (pouvoir à SILVA Alain)

LAMBERT Éliane (pouvoir à ZAMORA Jean-Luc)

BESSONE Éric,

LESUEUR Frédéric.

Désignation du secrétaire de séance : M. Serge BUISINE.

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Lecture des décisions :

- Attribution du marché public « Acquisition de fournitures pour réseaux divers 016/F01 » à l'entreprise SARL AMITUBES.

1. ADMISSIONS EN NON-VALEUR BUDGET PRINCIPAL

Vu le décret 98-1239 du 29/11/1998 portant sur les admissions en non-valeur,

Monsieur BUISINE Serge, Adjoint délégué aux finances, expose aux membres de l'assemblée délibérante que Madame la Perceptrice de Lorgues a fait parvenir un état des sommes irrécouvrables.

Conformément à la législation en vigueur, il appartient au Conseil Municipal d'accepter des demandes d'admission en non-valeur de certains titres de recettes pouvant se révéler être irrécouvrables, en raison soit de l'insolvabilité du débiteur, soit de la caducité de la créance, soit de la disparition du débiteur.

Il est précisé cependant, que la décision d'admettre en non-valeur ces produits n'éteint pas la créance de la commune qui peut toujours faire valoir ses droits.

Monsieur BUISINE Serge présente les demandes d'admission en non-valeur.

Exercice	Nom du débiteur	Objet du titre	Montant reste à recouvrer
2007	DEREDEC Olivier	Cantine Scolaire	11,58 €
2005	GRASSI Patricia	0000018000000739 loyer/t.p.a.	45,60 €
2005	GRASSI Patricia	0000071000000729 loyer/t.p.a.	47,50 €
2014	HAUGUEL Fabienne	Cantine Scolaire 03-04/2014	109,40 €
2014	HAUGUEL Fabienne	Cantine scolaire 01/05/2014 au 4/07/2014	63,50 €
1991	Innocentini sa	Titre transféré	48,60 €
1991	Innocentini sa	Titre transféré	44,03 €
1991	Innocentini sa	Titre transféré	109,89 €
2015	Les oies sauvages gérant VILLERS Dominique	Signalisation d'information locale (S.I.L) 2015	30,00 €
2006	OLIVIERI Isabelle	Cantine scolaire	5,38 €
2009	SCHUURING Guido	Cantine 09/10/2009	58,10 €
2010	SCHUURING Guido	Cantine 11/2009 A 02/2010	106,50 €
2010	SCHUURING Guido	Cantine 03/04/2010	37,40 €
2003	VALLET Nathalie	0000002000001289 loyer/t.p.a.	43,68 €
2003	VALLET Nathalie	0000004000001289 loyer/t.p.a.	53,94 €
2003	VALLET Nathalie	0000005000001339 loyer/t.p.a.	48,36 €
TOTAL			863,46 €

Mme BERTHIAUX : « Est-ce que les noms apparaîtront lors de la publication des actes? ».

M. le MAIRE : « Nous demanderons la réglementation à l'avocat de la Commune et nous l'appliquerons ».

Mme BERTHIAUX : « Cela me paraît peu par rapport au nombre de dossiers de la commission des impayés, comment a été fait ce choix ? ».

M. BUISINE : « Il y a toujours un délai dans le traitement des demandes d'admissions en non-valeur ; Mme la Perceptrice doit prioriser certains dossiers ».

M. SILVA : « Ces gens sont-ils toujours au Thoronet ? ».

M. BUISINE : « Ils ont disparus. La commission établit les recherches de proximité, même en recherchant sur internet ».

M. le Maire indique que lorsqu'un administré paye le loyer à la Commune, le Trésor Public utilise parfois ce montant pour payer en priorité les impôts. Aujourd'hui, Mme la Perceptrice effectue son travail avec sérieux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'accepter les admissions en non-valeur des états présentés ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

2. <u>ADMISSIONS EN NON-VALEUR BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE</u>
--

Monsieur BUISINE Serge présente les demandes d'admission en non-valeur.

Exercice	Nom du débiteur	Objet du titre	Montant reste à recouvrer
2006	OLIVIERI Isabelle	Titre de recette	12,00 €
2006	SARL DE VIENNE	0000127000025019 eau	16,00 €
2010	BABILLOT Laurent	Facture d'eau 1er semestre 2010	119,00 €
2011	BABILLOT Laurent	Facture d'eau 1er semestre 2011	141,00 €
2011	BABILLOT Laurent	Facture d'eau 2ème semestre 2011	105,00 €
TOTAL			393,00 €

M. le MAIRE : « Au-delà des admissions en non-valeur, nous avons des remboursements pour cause de fuites, des remboursements imposés par la loi et d'erreurs de relevés ; j'espère que nous pourrons équilibrer le budget ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'accepter les admissions en non-valeur des états présentés ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

3. <u>ADMISSIONS EN NON-VALEUR BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT</u>

Monsieur BUISINE Serge présente les demandes d'admission en non-valeur.

Exercice	Nom du débiteur	Objet du titre	Montant reste à recouvrer
2009	CHARLOT Laurent	Fact. Inter. Loc Appart N°5/2	0,41 €
2012	LEBORGNE François	Facture d'eau 1er semestre 2012	0,91 €
2014	MUNTEN Gérard	Facture 2ème semestre 2014	0,19 €
TOTAL			1,51 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'accepter les admissions en non-valeur des états présentés ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

4. <u>DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL SUITE AUX INTEMPERIES DU 03/10/2015</u>
--

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal, qu'à la suite des inondations du 3 octobre 2015, la Commune du Thoronet affectée par ces intempéries a pu bénéficier de la reconnaissance de son territoire en état de catastrophes naturelles, par arrêté interministériel du 7 octobre 2015,

Le Conseil Départemental a proposé la constitution d'un dossier de demande de subvention aux collectivités territoriales suite à la catastrophe naturelle du 3 octobre 2015 ; le nécessaire a été réalisé par le service comptable de la Commune.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de solliciter le Conseil Départemental pour l'obtention d'une subvention la plus élevée possible.

Vu l'arrêté interministériel du 7 octobre 2015 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour 18 communes varoises dont le Thoronet (NOR : INTE1523560A),

Considérant les dégâts subis par le territoire, causés par les pluies diluviennes du 3 octobre 2015,

Considérant que les voies du domaine communal ont été endommagées et n'entrent pas dans la catégorie des biens assurables,

Considérant l'urgence de sécuriser ces dernières,

M. le MAIRE indique que la base permettant le calcul d'attribution des subventions est faible, en effet il n'a été validé pour base que la somme de 8 376,46 € auquel s'applique un taux de subvention de 40% pour obtenir des dotations, soit 3 351 € de la part de l'État. Il faut savoir que les projets des opérations (chemin des Mourres et berges du Vallon) s'élèvent en milliers d'euros.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE PREMIER : De solliciter l'aide du Conseil Départemental au titre du dispositif exceptionnel de catastrophe naturelles du 3 Octobre 2015 pour lui permettre de financer les travaux causés par les intempéries,

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de constituer le dossier d'aide.

Adopté à l'unanimité

5. TARIFICATIONS DES OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC

Vu le CGCT,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment son art L 2125-1,

M. BUISINE, Adjoint au Maire, expose aux membres du Conseil Municipal que toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance.

M. BUISINE attire l'attention des élus municipaux sur le fait que la Commune a connu beaucoup de difficultés pour créer un marché hebdomadaire et voir ses commerces demeurés ouverts.

Considérant la réglementation en vigueur, le Conseil Municipal doit se soumettre à cette réglementation tout en œuvrant pour conserver son tissu économique déjà fragile.

Un tour de table et un vote sont effectués par typologie des droits de place.

S'agissant des droits de place du marché hebdomadaire :

M. BERTHIAUX : « C'est une évolution par rapport à votre ancien positionnement ».

M. le MAIRE : « Je n'ai jamais voulu faire payer de droit de place, je me rallie à la majorité et à la demande de M. BUISINE, Adjoint aux finances. Je vous informe en outre que j'ai voulu changer le marché de place, en les décalant dans l'angle du Parking Rainaud car les commerçants disaient que les clients ne pouvaient pas bien se garer et roulaient dans le sens contraire, ce qui représente un danger sérieux ».

M. BERTHIAUX : « Nous devrions faire une différence pour l'application des droits de place, selon que les activités fassent ou non concurrence à nos commerçants thoronéens ».

M. le MAIRE : « Je ne suis pas tout à fait d'accord car le marché hebdomadaire attire du monde, les gens se rendent au marché puis vont ensuite chercher le pain et boire un café. Nos commerçants ne sont pas contre, ils veulent cependant qu'un droit de place soit institué ».

Mme DIETRICH-WEISS : « Cela fait plus de 20 ans que l'on essaie de faire vivre le marché, aujourd'hui cela est difficile ».

S'agissant des fêtes foraines :

Mme DIETRICH-WEISS : « Nous avons déjà du mal à trouver des forains ; si nous leur imposons un tarif, il n'y aura personne ».

M. BERTHIAUX : « Dans certaines Communes, c'étaient les collectivités qui payaient les forains pour qu'ils viennent ».

M. SILVA : « Je comprends la difficulté mais il faut être cohérent et ne pas créer de différence ».

Mme TAXI : « Il faut que les forains se remettent en cause car la baisse de fréquentation de leurs manèges et autres stands vient du fait que leurs tarifs sont trop élevés ».

S'agissant des vides-greniers :

M. LE MAIRE : « Je proposerai au Conseil Municipal de valoriser la subvention de l'association du Foyer Rural qui organise cette manifestation ».

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE PREMIER : De fixer les droits d'occupation du domaine public comme suivant :

<u>Droit de place</u>		<u>Modalités de vote en voix exprimées</u>
Terrasses (café-restaurant-bar- lieu de restauration) dispositifs mobiliers sans ancrages au sol	10 € forfaitaire par mois d'ouverture quelque soit la surface occupée. Tout mois débuté est dû.	Adopté à l'unanimité
Échafaudage	20 € par mètre linéaire, par mois. Tout mois débuté est dû.	Adopté à la majorité <i>(Contre : M. MARTIN)</i>
Vide grenier	5 € forfaitaire la place de 4 mètres linéaires.	Adopté à l'unanimité
Véhicule aménagé « pizza »	20 € forfaitaire par mois. Tout mois débuté est dû.	Adopté à l'unanimité
Étalage marché hebdomadaire ou exceptionnel	2 € par mètre linéaire.	Adopté à la majorité <i>(Contre : Mme DIETRICH-WEISS)</i>
Cirque	20 € le forfait d'installation, quelque soit le nombre de jours.	Adopté à la majorité <i>(Contre : Mme DIETRICH-WEISS et M. BERTHIAUX)</i>
Fête foraine	20 € le forfait d'installation, quelque soit le nombre de jours.	Adopté à la majorité <i>(Contre : Mme DIETRICH-WEISS, M. BERTHIAUX et M. MARTIN)</i>
Occupation de l'auvent accolé à l'Office du Tourisme le jeudi soir	10 € forfaitaire par jour.	Adopté à l'unanimité

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de mettre tout en œuvre pour l'application de la présente délibération adoptée selon les modalités de vote ci-dessus.

<u>6. EXPERIMENTATION DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL ANNUEL D'EVALUATION DU PERSONNEL</u>
--

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 76-1,

Vu le décret n°86-473 du 14 mars 1986 modifié relatif aux conditions générales de notation des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2010-716 du 29 juin 2010 portant application de l'article 76-1 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dans son article 69,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 15 Octobre 2015 saisi pour avis sur les critères d'évaluation,

Sur le rapport du Maire,

Un débat a lieu quant à la place de l' élu dans cette nouvelle procédure.

Mme BERTHIAUX demande comment s'organisent ces entretiens.

M. BERTHIAUX regrette qu'il n'existe pas de formation pour mener les entretiens individuels.

M. le MAIRE indique que la Secrétaire Générale enseigne aux chefs de services comment réaliser ces entretiens. Dans une collectivité de la strate du Thoronet, il n'est pas attendu l'entretien individuel pour s'assurer du respect des critères de la valeur professionnelle par les agents et un dialogue permanent est institué entre les agents et la hiérarchie.

M. BOISBOURDIN indique que l'entretien professionnel est un temps privilégié permettant aux chefs de services de fixer les objectifs de l'année prochaine et de poser les difficultés à résoudre. Bien souvent dans les grandes collectivités, les chefs de services peinent à connaître leurs propres agents.

M. MARTIN regrette que les élus soient absents de cette procédure.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter le principe de l'entretien professionnel annuel. Il sera appliqué en 2016 à l'ensemble des fonctionnaires territoriaux et la notation sera supprimée.

ARTICLE SECOND : Que l'entretien professionnel annuel sera conduit par le supérieur hiérarchique direct du fonctionnaire et donnera lieu à un compte rendu établi et signé par le supérieur hiérarchique direct ; ce compte rendu comportera une appréciation générale littéraire, sans notation, traduisant la valeur professionnelle du fonctionnaire.

▪ **Les critères de la valeur professionnelle de l'agent :**

- La discrétion professionnelle,
- Le devoir de réserve,
- L'égalité et neutralité de réponse,
- La conscience professionnelle,
- Le respect de la hiérarchie,
- L'effort de formation et mise à jour de ses connaissances en lien avec son poste,
- Le travail en équipe,
- Les qualités relationnelles avec les autres services,
- Les partenaires extérieurs et les administrés,
- Le respect de l'environnement professionnel et des outils,
- Le respect des horaires et du temps de travail,
- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques au regard des missions confiées,
- La capacité d'encadrement (lorsque le personnel y est appelé)

ARTICLE TROISIEME : Que les modalités d'organisation de l'entretien professionnel sont celles contenues à l'article 6 du décret du 29 juin 2010 susvisé.

ARTICLE QUATRIEME : D'autoriser Monsieur le Maire à mettre en place l'entretien individuel dans la Collectivité en 2016.

Adopté à l'unanimité

7. <u>CREATION D'UN POSTE D'AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL</u>
--

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2006-1694 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Agents de Maîtrises,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Considérant le tableau d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire au titre de l'année 2016 pour le grade d'Agent de Maîtrise Principal,

Considérant qu'un agent de la Commune peut prétendre au dit-avancement,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget,

M. MARTIN regrette de ne pas pouvoir connaître le nom des agents.

M. le MAIRE explique qu'il appartient au Conseil Municipal de créer les postes ou de les refuser, pour des motifs pour exemple budgétaires. C'est au Maire qu'il revient seul la mission de nommer les agents.

M. le MAIRE indique que l'augmentation, grâce à cette nomination est d'une moyenne de 10 € par mois et la prochaine augmentation ne pourra intervenir avant trois ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Agent de Maîtrise Principal à compter du 1^{er} décembre 2016, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} décembre 2016** :

- Filière :	Technique
- Cadre d'emploi :	Agent de Maîtrise
- Grade :	Agent de Maîtrise Principal
- Ancien effectif :	0
- Nouvel effectif :	1

Adopté à la majorité

(Abstentions : M. et Mme BERTHIAUX, M. SILVA)

8. <u>CREATION D'UN POSTE DE CHEF DE SERVICE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE</u>
--

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant :

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3, alinéa 2,

Vu le Décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale

Vu le Décret n°2000-43 du 20 janvier 2000 portant statut particulier du cadre d'emplois des Chefs de Service de la Police Municipale,

Vu le Décret n°2000-44 du 20 janvier 2000 portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le Décret n°2000-46 relatif aux conditions d'accès et aux modalités d'organisation des concours pour le recrutement des Chefs de Service de Police Municipale

Vu le Décret 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de Police Municipale,

Vu le Budget Communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Considérant le tableau d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire au titre de l'année 2016 pour le grade de Chef de Service Principal de 2^{ème} Classe,

Considérant qu'un agent de la Commune peut prétendre au dit-avancement,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste **Chef de Service Principal de 2^{ème} Classe de Police Municipale** à compter du 1^{er} décembre 2016, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} décembre 2016** :

- Filière :	Police Municipale
- Cadre d'emploi :	Chef de Service de Police Municipal
- Grade :	Chef de Service Principal de 2^{ème} Classe
- Ancien effectif :	0
- Nouvel effectif :	1

Adopté à la majorité

(Abstentions : M. et Mme BERTHIAUX, M. SILVA)

9. CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL DE 1ERE CLASSE

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006, portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux,

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade,

Considérant le tableau d'avancement établi après avis de la Commission Administrative Paritaire au titre de l'année 2016 pour le grade d'Adjoint Technique Territorial de 1^{ère} classe,

Considérant qu'un agent de la Commune peut prétendre au dit-avancement,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi seront inscrits au Budget,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Adjoint Technique de 1^{ère} classe à compter du 1^{er} décembre 2016, à temps complet.

ARTICLE SECOND : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} décembre 2016** :

-	Filière :	Technique
-	Cadre d'emploi :	Adjoint technique
-	Grade :	Adjoint technique de 1^{ère} classe
-	Ancien effectif :	1
-	Nouvel effectif :	2

Adopté à la majorité

(Abstentions : M. et Mme BERTHIAUX, M. SILVA)

**10. MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 09/11/2015 PORTANT SUR
« AVIS SUR LE PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE
PROMENADE ET DE RANDONNEE »**

Mme PELLERIN, Adjointe au Maire, rappelle au Conseil Municipal que le Département du Var a établi le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.), institué selon la loi n° 83 663 du 22 juillet 1983.

Dans ce cadre, le Département du Var a proposé un itinéraire de randonnée pédestre pouvant servir de support également à la randonnée équestre et vélo tout terrain, qui traverse le territoire de la commune en empruntant une partie de notre voirie.

Mme PELLERIN rappelle au Conseil Municipal que les chemins ruraux inscrits au Plan ne pourront être aliénés voire supprimés que dans la mesure où la continuité des itinéraires est préservée, soit par le maintien du droit de passage, soit par la mise en place d'un itinéraire de substitution adapté à la promenade et à la randonnée, et ce, en accord avec le Département.

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État notamment à la section 5 : De l'environnement et de l'action culturelle,

Vu le décret n° 86-197 du 6 janvier 1986 relatif à la date d'entrée en vigueur du transfert de compétences aux départements prévu par la loi du 22 juillet 1983 en matière d'itinéraires de promenade et de randonnée,

Vu la circulaire du 30 août 1988 relative aux Plans Départementaux des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.),

Vu les dispositions relevant des articles L.361-1 et L.365-1 du code de l'Environnement par lesquelles le Département est compétent pour établir un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, afin notamment de faciliter la découverte du patrimoine naturel à travers la pratique de la randonnée non motorisée,

Vu la délibération n° A22 du Conseil Départemental du 18 décembre 2014 encadrant la politique départementale pour le développement de la randonnée dans le Var,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 09/11/2015 portant sur l'Avis sur le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée,

Considérant les difficultés liées aux accords des propriétaires privés pour traverser leurs propriétés, le tracé départemental a été modifié.

Il convient de modifier l'article premier de la précédente délibération.

Mme BERTHIAUX : « S'agissant du guide de randonnées édité récemment par la Communauté de Communes Cœur du Var, cela entraîne t'il une modification ? ».

M. le MAIRE lui apportera une réponse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter la modification des chemins ruraux visés au sein du nouvel itinéraire de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.),

ARTICLE SECOND : De donner un avis simple favorable, sur l'ensemble du tracé du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée, selon la cartographie annexée à la présente délibération.

Les chemins concernés sont : Chemin du Château, chemin des Gazans aux Camails et le chemin de Sainte Croix aux Camails.

ARTICLE TROISIEME : De donner un avis conforme favorable, concernant les chemins ruraux de la Commune inscrits au plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée.

ARTICLE QUATRIÈME : De s'engager, en ce qui concerne les chemins ruraux :

- À ne pas aliéner les sentiers inscrits au plan ;
- À préserver leur accessibilité (pas de clôture) ;
- À prévoir la création d'itinéraires de substitution en cas de modifications consécutives à toute opération foncière et en informer le Département ; ces itinéraires de substitution devant présenter un intérêt au moins égal du point de vue de la promenade et de la randonnée ;
- À maintenir la libre circulation pédestre, équestre et cyclotouriste ;
- À accepter le balisage conforme à la Charte Officielle du balisage de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre ;
- À ne pas goudronner les sentiers inscrits au Plan.

Pour l'ensemble des itinéraires inscrits, la commune s'engage à :

- Autoriser le Département et ses partenaires (Associations : Agence de Développement Touristique, Comité Départemental de Randonnée Pédestre, Parc Naturel Régional) à mettre en place des outils de valorisation et de promotion des itinéraires inscrits au Plan (Fiches randonnée, guide de randonnée, cartes...) ;
- Assurer l'entretien des itinéraires inscrits afin de garantir le maintien d'une offre de qualité selon les critères définis pour les itinéraires inscrits au P.D.I.P.R.
- A ne pas baliser ou autoriser le balisage ou le re-balisage d'autres circuits, en superposition avec l'itinéraire sans en informer le Département afin d'éviter toute confusion.
- Solliciter le Département pour la mise en place de la signalétique directionnelle afin de garantir une cohérence de la signalétique départementale sur les différents territoires.

Le Département assurant la définition et la mise en place de celle-ci.

Adopté à l'unanimité

<p><u>11. HALTE EQUESTRE MUNICIPALE DU THORONET, ET CHOIX DU MODE DE GESTION DE CET EQUIPEMENT MUNICIPAL A VOCATION TOURISTIQUE ET SPORTIF</u></p>

Vu le CGCT,

Vu l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession,

Vu le décret n° 2016-86 du 29 janvier 2016, relative aux contrats de concession,

Vu la délibération du 20/12/2013 portant sur le projet d'aménagement d'une halte équestre communale et demande de subvention,

Vu le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, modifié,

Vu le rapport de Monsieur le Maire présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire de la halte équestre, transmis avec la convocation de la présente assemblée délibérante, à chaque membre du Conseil Municipal,

Mme PELLERIN, Adjointe au Maire, expose aux membres du Conseil Municipal que le Département a établi un plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnées notamment équestre.

Mme PELLERIN rappelle que la Commune s'est dotée avec le soutien du Département d'une halte équestre, implantée le Clos LE THORONET, afin de développer le tourisme vert.

Désormais, il est nécessaire de réaliser une procédure pour déléguer la gestion de cet équipement public.

M. le MAIRE donne lecture du « Rapport de présentation des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire halte équestre » conformément à l'article L1411-4 du C.G.C.T.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'approuver le principe de délégation de service public de type affermage pour la gestion de la Halte équestre du Thoronet.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur le Maire de réaliser la procédure de délégation de service public de type affermage.

Adopté à l'unanimité

<u>12. CREATION DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS :</u> <u>CONDITION DE DEPOT DES LISTES POUR L'ELECTION DES</u> <u>MEMBRES</u>
--

Vu les articles L.1411-5, D.1411-3 à D.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que le C.G.C.T. prévoit la constitution d'une Commission d'Ouverture des Plis pour les cas de délégation de service public.

Les membres titulaires et suppléants de la commission chargée d'ouvrir les plis, prévue à l'article L. 1411-5, contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Monsieur le Maire indique qu'avant de procéder à cette élection, il convient, conformément à l'article D.1411-5 du C.G.C.T., de fixer les conditions de dépôts des listes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE

ARTICLE PREMIER : De créer la Commission d'Ouverture des Plis prévue à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE SECOND : De fixer les conditions de dépôt des listes pour l'élection d'une nouvelle Commission d'Ouverture des Plis et de retenir à cette fin :

- Que les listes pourront comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;
- Que les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats au poste de titulaire et au poste de suppléant ;
- Qu'en cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.
- Qu'en cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

ARTICLE TROISIEME : Que les listes pourront être déposées auprès de Monsieur le Maire ce jour jusqu'à l'ouverture de séance du prochain Conseil Municipal ayant pour objet « Commission de délégation de service public – Délibération portant élection des membres ».

Adopté à l'unanimité

13. ADHESION DE LA COMMUNE DU VAL AU S.I.V.A.A.D

Mme PELLERIN, Adjointe au Maire, donne lecture de la délibération.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 septembre 1983 portant création du Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-18,

Vu l'article 14 des statuts du Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers,

Vu la délibération du Conseil Municipal du Val en date du 17 Mai 2016, adoptant les statuts du Syndicat,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter l'adhésion au sein du S.I.V.A.A.D. de la Commune du Val en qualité de Commune membre du Syndicat conformément à ces statuts.

Adopté à l'unanimité

14. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A L'ASSOCIATION BOULISTE DU LOCAL SITUÉ SUR LE TERRAIN DE BOULES DU THORONET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notant son article L2144-3,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune dispose d'un local de 32 m² situé sur le terrain de boules, Place Vermot – 83340 LE THORONET.

Comme toute association thoronéenne qui en fait la demande, il convient de conclure une convention de mise à disposition des locaux municipaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adopter la Convention de mise à disposition du local de situé sur le terrain de boules du Thoronet au profit de « l'association bouliste ».

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention avec l'association précitée.

Adopté à l'unanimité

**15. ADOPTION DES MODIFICATIONS STATUTAIRES RELATIVES AUX
COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DU
VAR**

M. BOISBOURDIN, Conseiller Municipal, lit la délibération.

Il est exposé au Conseil Municipal que la Commune du Thoronet est adhérente à la Communauté de Communes « Cœur du Var ».

Les statuts actuels ont été adoptés et arrêtés par le préfet en date du 17 Décembre 2015.

L'adoption de la loi NOTRe en date du 07 Août 2015, impose la modification de la compétence obligatoire « Actions de développement économique », le reste étant changement.

Il est indiqué que par délibération n° 2016/71 du 27/09/2016 le Conseil Communautaire a adopté les modifications statutaires relatives aux compétences.

Cette délibération a été notifiée le 06/10/2016 à la Commune du Thoronet.

Conformément au C.G.C.T., les Communes membres disposent d'un délai de 3 mois pour délibérer sur ces modifications.

Il est donné lecture des statuts et des modifications relatives à la compétence Développement économique.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5211-20,

Vu la loi NOTRe en date du 07 Août 2015,

Vu la délibération n° 2016/71 du Conseil Communautaire du 27/09/2016 notifiée le 06/10/2016,

Vu les statuts ci-annexés,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter les statuts de la Communauté de Communes « Cœur du Var », ci-annexés.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Par M. LE MAIRE :

- Information du 1^{er} Salon des Maires, des Élus Locaux et des Décideurs Publics du Var le 25/11/2016.
- Lecture du courrier de la Préfecture du Var, Service D.D.T.M., portant sur la déconstruction de 22 villas sinistrées sur la Dracénie suite aux inondations de juin 2010, Novembre 2011 et Octobre 2012. Une habitation est concernée au Thoronet.
- Acquisition parcelle AW 84 : M. le MAIRE rappelle l'historique de ce dossier et donne le résultat provisoire des négociations entreprises avec B.P.C.A. pour la signature d'un contrat de location-vente, en vue d'y réaliser la salle polyvalente municipale. Sans résultat probant d'ici le 30/12/2016, il sera fait application de la délibération du 23/05/2016 portant résiliation du contrat.
- Remerciements de M. VERRELLE, Maire du Luc, pour la participation à l'organisation du loto de l'UCAL du 20/07/2016.
- Lecture du courrier du SYMIELECVAR portant sur les infrastructures de recharge de véhicules électriques.

Par Mme DIETRICH-WEISS :

- Lecture du courrier de l'U.N.C. portant sur la cérémonie commémorative du 11 novembre 2016 qui se déroulera à 11 heures la place de la Mairie.
Il n'y aura pas de détachement de l'E.A.L.A.T. car ils exigent que la Commune assure la sécurité des militaires, ce qu'elle n'est pas en mesure de faire avec un agent de la Police Municipale et un A.S.V.P.

Par M. BERTHIAUX :

« Il est indiqué dans le dernier « Le Thoronet chez vous » que l'A.S.V.P. sera nommé par Le Maire pour rechercher et constater les infractions aux règles relatives à la lutte contre les bruits de voisinage et les nuisances sonores. Qu'en est-il ? ».

M. le MAIRE répond qu'il s'agit d'une procédure complexe, auparavant l'agent A.S.V.P. doit se rendre au tribunal pour être assermenté

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h40.

Le secrétaire de séance

M. BUISINE Serge